



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Grand plan d'investissement

Question au Gouvernement n° 92

Texte de la question

GRAND PLAN D'INVESTISSEMENT

M. le président. La parole est à M. Laurent Saint-Martin, pour le groupe La République en marche.

M. Laurent Saint-Martin. Monsieur le Premier ministre, à la veille de la présentation du premier projet de loi de finances de notre mandat, nous, députés de la majorité, mesurons l'importance historique de cette période qui s'ouvre et la responsabilité qui est la nôtre. *(Exclamations sur quelques bancs du groupe LR.)*

Un député du groupe LR . Historique ?

M. Laurent Saint-Martin. Élus avec la mission de transformer en profondeur notre pays après plusieurs décennies d'impasses, le changement doit être engagé au plus tôt, en mobilisant toutes les énergies.

Hier, à la suite des travaux menés par Jean Pisani-Ferry, vous avez présenté, aux côtés de plusieurs ministres, un nouveau pilier, central, de notre stratégie : le grand plan d'investissement. Il est au cœur de la philosophie qui sous-tendra notre action pendant cinq ans. Cette philosophie repose sur un équilibre entre trois impératifs inséparables, qui se nourrissent mutuellement : libérer, protéger et investir. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM.)*

Ainsi, ce grand plan d'investissement devra répondre à différents objectifs. Parallèlement à la réforme fiscale que nous défendrons, qui alimentera un choc d'investissement vers notre tissu productif national, l'État devra en quelque sorte montrer l'exemple. En prenant nos responsabilités, en assumant des choix forts pour permettre à notre pays de réussir sa transition écologique, numérique et sociale, nous entendons montrer que le déclassement et le repli que nous promettent certaines forces politiques dans cet hémicycle ne sont pas une fatalité.

Ma question est donc la suivante : pouvez-vous nous préciser, monsieur le Premier ministre, quelles seront les grandes priorités de ce plan d'investissement ? Comment s'inscrira-t-il dans la stratégie de transformation sur laquelle nous avons été élus et sur laquelle une majorité de Français nous attendent ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.)*

Un député du groupe LR . Avec quel argent ?

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Monsieur le député, oui, nous allons investir, et nous allons le faire massivement.

M. Laurent Furst. À crédit !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Pourquoi ? Parce que, si nous voulons accompagner, c'est-à-dire équilibrer et rendre efficace, le grand mouvement de transformation que nous avons engagé, nous devons à la fois – pour ne pas dire « en même temps » – transformer le droit applicable, libérer un certain nombre de capacités de dépense et d'investissement en transformant la fiscalité et investir massivement avec de l'argent public.

C'est indispensable, et cela l'est d'autant plus que, au fur et à mesure des années qui ont passé, au fur et à mesure de l'effet d'éviction des dépenses d'investissement par les dépenses de fonctionnement, l'État a perdu, nous le savons tous, sa capacité d'investissement public – les collectivités l'ont conservée, parfois à grand-peine. Or nous devons préserver cette capacité d'investissement public si nous voulons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.

Quelles sont les priorités du grand plan d'investissement préparé par M. Pisani-Ferry, qui m'a remis son rapport hier matin ?

La première, dans l'ordre, et peut-être dans l'ordre d'importance si l'on considère que l'investissement sert à préparer l'avenir, est de favoriser et d'accompagner la transition écologique et énergétique. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes REM et MODEM.*)

Il s'agit de mettre en place les instruments et les financements qui permettront d'améliorer et d'accélérer la rénovation thermique des bâtiments, de transformer l'organisation et l'utilisation des transports, de développer les énergies renouvelables.

Deuxième grand objectif, peut-être le plus important à mes yeux : la question des compétences et de la formation.

M. Aurélien Pradié. Celle des députés !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Je suis totalement convaincu que la formation, la capacité à apprendre sont décisifs pour lutter contre le chômage et constituent, à elles seules, une arme de destruction, je dirais même une arme de destruction massive, contre le chômage. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM.*)

Nous allons donc investir massivement dans les formations et les compétences pour les développer.

M. Fabien Di Filippo. Et pas seulement celles des députés En marche !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Pour ce faire, nous sortirons de la logique comptable de l'investissement pour nous placer dans une logique économique de l'investissement, car les dépenses de formation sont, de toute évidence, des dépenses d'investissement.

Troisième priorité : la recherche et l'innovation. C'est indispensable si nous voulons préparer l'avenir dans un monde qui change et ne nous attend pas.

Quatrième priorité : la transition numérique. Nous devons faire en sorte que notre pays soit préparé à cette transition. C'est une évidence s'agissant de nos services publics : il s'agit d'un outil extraordinaire de transformation de l'action publique.

Mais nous devons toujours penser à la transformation numérique en ne laissant jamais personne sur le bord du chemin. La transition numérique est une chance, une donnée ; nous devons la prendre à bras-le-corps, non pas la subir mais la transformer en une opportunité.

Il y a, au sein de la population, des Françaises et des Français qui seront toujours plus loin de l'instrument numérique et qui auront besoin d'être accompagnés dans la découverte de celui-ci. Ils ne peuvent pas être oubliés, et c'est aussi à cela que servira l'argent du grand plan d'investissement.

Au total, 57 milliards d'euros seront sanctuarisés pour l'investissement public sur la durée du quinquennat. En termes de localisation, nous souhaitons que 10 de ces 57 milliards soient dirigés vers les collectivités territoriales, et que 1 milliard de cette même somme soit dépensé dans les territoires d'outre-mer. C'est un engagement pris par le Président de la République ; nous le tiendrons.

Dernier point : la transformation de notre modèle agricole exige, elle aussi, des dépenses d'investissement. Il s'agit de l'accompagner.

M. Éric Straumann. Avec ou sans Roundup ?

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Nous ne préciserons les domaines d'investissement qu'à l'issue des états généraux de l'alimentation. Cela n'aurait en effet pas de sens d'organiser cet exercice collectif de réflexion et de décider, avant qu'il ait abouti, ce que devraient être les objets à financer dans ce plan d'investissement.

Voilà ce que je voulais vous dire, monsieur le député. Derrière cette question du grand plan d'investissement, un défi collectif est lancé à la nation : notre capacité à préparer l'avenir. Soyons clairs : sans investissement public, sans sanctuarisation de l'investissement public, sans concentration de l'investissement public sur des priorités clairement assumées, nous n'atteindrons pas notre objectif, à savoir préparer correctement l'avenir.

(Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM, ainsi que sur quelques bancs du groupe LC.)

Données clés

Auteur : [M. Laurent Saint-Martin](#)

Circonscription : Val-de-Marne (3^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 92

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 septembre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 septembre 2017](#)